

Arrêtés ministériels

A.M., 2024

Arrêté 0018-2024 du ministre de la Sécurité publique en date du 3 avril 2024

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement aux dommages causés à la rue Lippé, dans la municipalité des Coteaux, à la suite d'un mouvement de sol

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'assistance financière lors de sinistres, établi par le décret n^o 673-2023 du 29 mars 2023 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3), destiné notamment à assister ou à aider financièrement les particuliers et les entreprises qui ont subi des dommages ainsi que les municipalités qui ont déployé des mesures préventives temporaires ou des mesures d'intervention et de rétablissement, ou qui ont subi des dommages à leurs biens essentiels, lors d'un sinistre réel ou imminent;

VU que le ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100, relève du ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT qu'à la suite d'un mouvement de sol survenu en bordure de la rue Lippé, à proximité de la résidence portant le numéro civique 16, dans la municipalité des Coteaux, des experts en géotechnique ont conclu, le 15 mars 2024, que la rue a été endommagée;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre au sens de la loi;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à la Municipalité des Coteaux de bénéficier du Programme général d'assistance financière lors de sinistres, si elle est admissible;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'assistance financière lors de sinistres, établi par le décret n^o 673-2023 du 29 mars 2023, est mis en œuvre sur le territoire de la municipalité

des Coteaux, située dans la région administrative de la Montérégie, étant donné la conclusion des experts en géotechnique du 15 mars 2024 confirmant les dommages occasionnés à la rue Lippé, à la suite d'un mouvement de sol.

Québec, le 3 avril 2024

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

83139

A.M., 2024

Arrêté du ministre de l'Éducation en date du 19 mars 2024

CONCERNANT la nomination de protecteurs régionaux de l'élève

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION,

VU le premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur le protecteur national de l'élève (chapitre P-32.01) prévoyant que le ministre nomme des protecteurs régionaux de l'élève parmi les personnes déclarées aptes à être nommées à ces fonctions par un comité de sélection et suivant la procédure de recrutement et de sélection établie par règlement du ministre et prévoyant que la durée de leur mandat ne peut excéder cinq ans;

VU l'article 10 de cette loi prévoyant notamment que le gouvernement fixe le traitement, les conditions de travail et, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les allocations ou les honoraires des protecteurs régionaux de l'élève;

CONSIDÉRANT QUE, conformément à l'article 6 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des protecteurs régionaux de l'élève (chapitre P-32.01, r.1), un comité de sélection a été formé et a analysé les candidatures reçues à la suite de l'avis de recrutement;

CONSIDÉRANT QUE, conformément à l'article 25 de ce règlement, le protecteur national de l'élève a transmis au ministre une copie de la liste à jour des personnes déclarées aptes à être nommées protecteur régional de l'élève et lui a recommandé le nom de personnes ayant été déclarées aptes;

CONSIDÉRANT QUE l'arrêté du ministre de l'Éducation du 8 mai 2023 a nommé monsieur Louis Charbonneau à titre de protecteur régional de l'élève, mais qu'il quittera ses fonctions le 5 avril 2024, il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Est nommée protectrice régionale de l'élève à temps plein pour un mandat de 3 ans à compter du 8 avril 2024, madame Audrey Parizeau, avocate, en remplacement de monsieur Louis Charbonneau;

Sont nommées protectrices régionales de l'élève à temps partiel pour un mandat de 3 ans à compter du 8 avril 2024, les personnes suivantes :

- madame Julie A. Blondin, avocate;
- madame Marie-Lise Clair, avocate;
- madame Katherine Fournier-Marcheterre, avocate.

Québec, le 19 mars 2024

Le ministre de l'Éducation,
BERNARD DRAINVILLE

82878